

Vingt ans après : rétrolecture de *LA CONNAISSANCE INUTILE* de J.-F. REVEL

Georges Gachnochi

Pédo-Psychiatre, psychanalyste.

En septembre 1988 paraissait chez Grasset *La Connaissance inutile*, de Jean-François Revel. Cet ouvrage, j'espère le montrer ici, n'a pas pris une ride. Certes, depuis sa publication, s'est produite la « Révolution Internet », fait dominant dans l'accélération des possibilités de transmission et de diffusion de l'information. Peut-on pour autant dire que quelque chose a changé, dans ce que décrit Revel, du rejet de la « connaissance » telle qu'il l'entendait ? Tout permet d'affirmer le contraire : l'information non officielle reste marginale, à la fois soustraite à sa pénétration dans le public et à sa prise en compte par ce public et noyée dans un salmigondis d'information approximative et de désinformation. De cette méconnaissance, les secteurs les plus influents de ce public, les faiseurs d'opinion, sont les principaux vecteurs.

Le chapitre « La résistance à l'information » ouvre à la fois le livre et résume son propos. Sans que l'auteur ne le formule ainsi, il faut pratiquement entendre ici le mot « résistance » en son sens psychanalytique : l'opposition à la connaissance (dont la pleine prise en compte entraînerait un changement dans les opinions, voire dans l'action de la personne) provient à la fois du moi, du ça et du surmoi. Comme l'écrit Revel ; « Selon les lois qui gouvernent ce mélange de mots, d'attachements, de souhaits, de haines et de craintes que nous appelons opinion, un fait n'est ni réel ni irréel : il est désirable ou indésirable. » Il s'agit là d'une excellente description du phénomène décrit par Freud¹ de déni de la réalité,

déni qui s'appuie sur un clivage du moi : une partie de celui-ci, « pour se défendre de quelque danger, nie une partie de la réalité extérieure. »² Le danger est ici de devoir remettre en cause une idéologie, de voir limitée la toute-puissance de la pensée, ou simplement d'accepter la réalité d'une menace : on connaît les épisodes dépressifs qu'ont subis certains vieux militants communistes lorsqu'ils furent confrontés à la réalité des événements de Hongrie ou de Tchécoslovaquie, tandis que d'autres, pour éviter précisément une telle dépression, continuaient tranquillement à nier l'oppression exercée par les Partis Communistes au pouvoir.

L'auteur montre ensuite comment le « Tiers monde » (on dirait aujourd'hui le « Sud ») et l'« Occident » s'accordent pour détruire de l'information vraie et construire de l'information fausse, et comment le « mensonge politique » vise aujourd'hui à tromper les opinions publiques, tandis que le « mensonge politique à l'ancienne visait à tromper d'autres gouvernements ». Puis il aborde « le grand tabou » et sa fonction politique. Ce tabou est celui qui interdit, à l'époque « à tout écrivain, à tout journaliste, à tout homme politique, de mentionner une atteinte aux droits de l'homme, un abus de pouvoir quelconque, un banal échec économique, bref de donner une information sur un fait se situant dans une société classée par convention « à gauche » sans signaler aussitôt une imperfection équivalente dans une dictature de droite ou une société capitaliste démocratique »

Certes l'Histoire a contraint ces agents de la vie politique, sinon à reconnaître leurs erreurs – ce à quoi ils ne consentiraient jamais – du moins à faire comme si l'oppression communiste n'avait jamais bénéficié de leur indulgent souci d'équilibre – quand ce n'était pas de leur parti pris déclaré.

Pendant ne reconnaissons-nous pas là le même procédé, qui interdit aujourd'hui de parler de l'intégrisme musulman, sans ajouter immédiatement primo qu'il faut faire « bien entendu » la distinction entre islamisme et islam (contrairement à ce qu'affirment un certain nombre de personnes nées dans l'islam, persécutées par lui pour l'avoir quitté ou remis en question certains de ses aspects – telle Taslima Nasreen ou Hirsi Ali) et secundo sans évoquer dans la même foulée les « intégrismes » chrétien et juif^{3,4}. Inversement, il est pratiquement interdit de citer quelque aspect culturel que ce soit en provenance d'Israël, voire des Juifs, sans évoquer immédiatement et pour restaurer l'équilibre la « culture palestinienne », dont on connaît la contribution ancienne et essentielle à la science, la littérature, la poésie⁵, l'art et la musique universelles.

Très démonstratif est aussi le récent déchaînement contre l'historien Sylvain Gouguenheim, coupable d'avoir voulu réexaminer le rôle prépondérant des Arabes dans la transmission de l'héritage grec⁶, et obligé pour cela d'interrompre son

enseignement à l'Ecole Normale Supérieure de Lyon.⁷ Ne parlons même pas de la soumission presque générale des démocraties lors de l'affaire des caricatures de Mahomet – de rares exceptions près – qui parce qu'elles n'étaient que des exceptions, purent faire des Ambassades des pays où elles se produisaient des cibles pour les foules déchaînées, et des pays eux-mêmes la cible de menaces.⁸

L'affaire Redecker est à cet égard paradigmatique : on se souvient que ce professeur de philosophie fit et fait encore l'objet d'une *fatwa* de mort pour avoir osé publier dans *Le Figaro* du 19/9/2006 un court article sur, précisément, la liberté d'expression vis à vis de l'islamisme, dans lequel il rappelait aussi un certain nombre des faits et gestes de Mahomet. En fait, rien qui ne soit archiconnu et à la disposition de chacun dans toute encyclopédie ou ouvrage historique accessible à n'importe quel lycéen. L'intérêt de la chose est dans son absurdité, puisqu'ici nulle révélation, nulle allégation, nulle diffamation et encore moins de calomnie, simplement le rappel de faits historiques contestés par personne, y compris par les musulmans. Mais ce simple rappel était en soi jugé blasphématoire par l'Islam, et le gouvernement français de l'époque, représenté en l'espèce par les Ministres de l'Education et de la Culture (sic), n'hésita pas, tout en réprouvant l'édit de mort, à blâmer Redecker d'avoir commis un écrit inadmissible ! La mise en place d'un système de protection de l'intéressé fut remarquablement molle, et il fut contraint d'abandonner ses fonctions enseignantes. De son côté, *Le Figaro* présentait ses excuses, tandis que le Président du MRAP comparait l'intéressé à Ben Laden !⁹

On a tenté de montrer ailleurs¹⁰, ainsi que dans ce même numéro de *Controverses*, les déterminants psychologiques, aussi bien conscients qu'inconscients, de ces attitudes : certes le confort d'un peu de temps de tranquillité gagnée, à la munichoise, en face d'une menace toujours plus précise et plus arrogante, mais aussi déni inconscient, identification à l'adversaire, « syndrome de Stockholm à l'échelle mondiale ». Il faut aussi insister sur le fait que, de même que lorsque Revel écrivait, la bien réelle menace soviétique était niée aux dépens d'une soi-disant menace fasciste sur l'Europe – ce qui permettait à la classe politico-journalistique et aux intellectuels divers de gonfler le torse et d'évacuer leur agressivité sur un danger imaginaire, faute d'oser dénoncer le danger réel¹¹ – de même l'« ennemi à abattre », en notre temps, est devenu le président George W. Bush.

Il est vrai que la principale difficulté, pour qui que ce soit, en France par exemple (mais bien entendu, ailleurs aussi en Europe¹², en Israël, et dans une certaine mesure aux États-Unis), est, terrorisme intellectuel¹³ aidant, de s'affronter au « politiquement correct », que l'on peut définir aujourd'hui comme le fonds commun, ou plutôt le fonds des lieux communs¹⁴, idées imposées par la gauche mais

adoptées, partie sous menace d'assimilation à la « droite extrémiste », voire au fascisme, et donc au nazisme, partie pour d'autres raisons, et notamment par intérêt économique, par la quasi-totalité de la classe politique, médiatique, artistico-littéraire, etc. Bien entendu l'idée du « politiquement correct » n'est pas appréciée de la gauche. Le contraire serait étonnant !¹⁵

De ce fonds commun font entre autres partie la définition de l'attitude à adopter vis-à-vis de l'entrée dans l'Europe de la Turquie – dont, au mépris total de l'histoire, on prétend qu'elle a toujours fait partie¹⁶ – de l'immigration (« une chance pour la France »), des agressions antisémites arabo-musulmanes en France (« un conflit intercommunautaire »), de la détestation des mêmes envers ceux qu'ils appellent les « Gaulois » (« la conséquence de la pauvreté et du chômage »), de l'histoire de l'esclavage (souvenons-nous des scandales à répétition – sans compter les éventuelles menaces de mort – déclenchés là encore par des historiens à propos des pratiques esclavagistes en terre d'Islam¹⁷), le parti pris pro-musulman dans l'ex-Yougoslavie, etc.¹⁸ Notons au passage qu'aux yeux des bien-pensants les historiens sont quelquefois – pas souvent – encore bien encombrants, et qu'il faudrait rendre plus sérieuse la sélection politique, sinon à l'entrée des universités, au moins à l'agrégation... Mais l'une de ces conceptions incontournables est l'idée, signalée plus haut, de la nécessaire distinction entre islam et islamisme, sous peine de qualification de racisme, d'« islamophobie » (l'équivalent de l'« anti-communisme primaire » de l'après-guerre), etc.

La « fonction politique du racisme » et « la fonction internationale de l'antiracisme » constituent d'ailleurs le thème suivant du livre. Ces chapitres montrent notamment l'instrumentalisation de ces concepts par divers groupes de pression et par les régimes les plus dictatoriaux. Là encore, rien n'a changé, il suffit de rappeler ce que fut la conférence « contre la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance » à Durban, en 2001, véritable festival de haine antisémite, ce que risque aussi d'être fin avril 2009, à Genève, Durban 2 sous la houlette du « Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies », actuellement présidé par la Syrie assistée de l'Iran, vice-Président.

Au niveau international comme dans les différents pays, l'instrumentation perverse de l'idée fondamentale – base même de la démocratie – des Droits de l'Homme, dans le « Droit de l'Homme » est en effet venue accompagner celle de l'antiracisme dans la lutte des tyrannies, (appuyées par le masochisme, sur lequel on reviendra, d'une partie notable de l'intelligentsia) contre les démocraties elles-mêmes. Les exemples sont très nombreux dans les démocraties occidentales de terroristes avérés remis en liberté pour d'obscurcs raisons juridiques ou simplement la sympathie de la « gauche » en général, (voir les terroristes italiens longtemps bien à l'abri en France) de la Ligue de Droits de l'Homme en parti-

culier. Cependant le record revient peut-être à l'Etat d'Israël, où notamment la Cour Suprême, usurpant le rôle du législateur et paralysant le pouvoir exécutif, est le plus sûr garant, avec des organisations telles que « Betsalem » notamment, de l'impunité ou de l'extrême marge de manœuvre de certains parmi les acteurs les plus agissants de l'effort pour la destruction de l'Etat.

Le « compassionnel » quant à lui, obéit à une dynamique toute différente, d'inspiration populaire mais appuyée sur la caisse de résonance intéressée (car le compassionnel fait énormément vendre) de la presse, cette fois sans forcément de visée idéologique. C'est ainsi que les cas particuliers prennent sous la pression de l'opinion publique le pas sur les intérêts défensifs les plus fondamentaux des Etats. La France a ainsi exercé de très fortes pressions sur la Colombie pour qu'elle se plie aux conditions des FARC afin de faire libérer Ingrid Betancourt ; et on peut se demander si Israël, en cédant aux factions islamistes, aujourd'hui Hezbollah, demain vraisemblablement le Hamas, après-demain pourquoi pas le Fatah lui-même, n'a pas mis le doigt dans un engrenage destructeur.

Il s'agit bien ici d'une « connaissance inutile », puisque chacun peut comprendre que l'absence, presque a priori, de limite à la négociation pour la libération d'un otage aboutit forcément d'une part à l'augmentation indéfinie du prix du rachat de celui-ci, d'autre part à ce que tous les efforts soient faits par l'ennemi pour en capturer d'autres.¹⁹

Cependant, c'est bien l'Idéologie, ou plutôt l'*Idéologique*, cette « destruction active du pouvoir de juger de l'expérience réelle du monde », cette « fiction plus réelle que les faits », ainsi que l'écrivait à la même époque Marc-Alain Ouaknin²⁰, l'ennemi principal de l'« Utilité » de la connaissance. Le thème est introduit par le chapitre sur le « Mensonge complexe » (mensonge par omission aussi bien que par falsification). Prenons un seul exemple, celui des « Droits de l'Homme » à Cuba. Revel remarque l'indifférence à l'époque de la majeure partie de la presse vis-à-vis des mauvais traitements et tortures. Et aujourd'hui ? Consultons par exemple l'édition 2007 de l'*Encyclopédia Universalis*, dont l'orientation a été commentée ci-dessus²¹. Ce n'est qu'au détour d'une phrase ici ou là qu'on apprend qu'il y a des prisonniers politiques à Cuba. Les « conditions de détention » des prisonniers de la base américaine de Guantanamo, située comme l'on sait dans la même île font au contraire l'objet d'une mention détaillée à l'article « Afghanistan, actualité », d'un rappel à « Etats-Unis, actualité », etc. Faut-il conclure que les talibans et membres d'Al-Qaida détenus à Guantanamo sont bien plus chers au cœur de la gauche que les pacifiques opposants (parfois eux-mêmes pourtant anciens compagnons de Castro) du *Lider Maximo* ?

Revel remarque que l'idéologie est la « principale source de dérangement de l'information, parce qu'elle nécessite un mensonge systématique, global et non pas seulement occasionnel ». Le mot fut incorporé au vocabulaire socialiste par Marx et Engels avec une connotation non seulement critique mais péjorative pour désigner « l'ensemble des notions et des valeurs destinées à justifier la domination d'une classe sociale par une autre », mais « le marxisme orthodoxe eut peu à peu tendance à revenir à l'acception neutre... ce qui était symptomatique à la fois de son éloignement des conceptions personnelles de Marx et des progrès du processus d'idéologisation du marxisme à la faveur de ses succès politiques. »²² Aujourd'hui, si l'on met à part le problème un peu théorique de savoir si le système politico-religieux de l'Islam constitue ou non une idéologie, l'idéologie la plus construite actuellement l'est en fait très peu : c'est un patchwork, un habit d'Arlequin s'ajustant à des morphologies politiques différentes en même temps qu'il les façonne. Sur les restes de tout ou partie du manteau marxiste plus ou moins détérioré sont collés des bouts de multiculturalisme, de pseudo-humanisme, de compassionnisme, de droit-de-l'homme dont il a été question plus haut, invariablement d'anti-américanisme, accompagné de néo-tiers-mondisme : sympathie pour le « sud » en général et pour l'Islam en particulier, en dépit du militarisme et/ou du colonialisme économique actif dont les pays islamiques riches en pétrole font preuve.²³ Bref de « progressismes » divers, pas toujours compatibles entre eux mais s'accordant sur un certain nombre d'orientations, dont la plus nette est de regarder le moins possible le soleil brûlant pour les yeux de la réalité des faits. En un mot, l'idéologie dominante contemporaine semble se caractériser davantage par ce qu'elle ne regarde pas : la réalité – que par ce qu'elle soutiendrait : une construction théorique forte et cohérente. Elle comporte surtout, semble-t-il, une culpabilité masochiste envers tout ce qui n'est pas occidental (le judaïsme étant aujourd'hui considéré comme le paradigme de l'occidentalisme, en ce sens Alain Badiou ne fait que porter à leur extrême les conséquences de l'idéologie dominante flottante)²⁴. La haine de soi – non exactement peut-être ce qu'Edwy Plenel appelle « penser contre soi-même », mais ce qu'il signifie ainsi presque sous forme de lapsus – est par conséquent un des aspects les plus constants de cette idéologie, représentée notamment par des Jean Ziegler (déjà cité par J.F. Revel, tout comme l'était Jean Daniel), Jacques Vergès, etc. Pour s'en tenir à des personnes d'origine juive²⁵, du côté de l'hostilité et d'un mépris envers Israël et /ou les Juifs vivants (les Juifs morts sont unanimement appréciés) contrastant avec une remarquable indifférence à la haine antijuive des Palestiniens, citons notamment Edgar Morin, Stéphane Hessel, feu Vidal-Naquet et Benjamin Stora (chez qui elle s'accompagne de la cécité envers les prétentions de l'islamisme)²⁶

Ainsi que l'écrivait Revel : « Les Perses d'Hérodote pensaient que tout le monde avait tort sauf eux ; nous autres occidentaux modernes, nous ne sommes pas loin de penser que tout le monde a raison sauf nous. Ce n'est pas là un développement de l'esprit critique, toujours souhaitable, c'en est l'abandon total ». Mais cette auto-agressivité s'accompagne d'une hétéro-agressivité majeure : comme le notait Revel, la gauche continue à remplacer la discussion intellectuelle par l'extermination morale des personnes (voir par exemple l'« affaire » de l'interview en novembre 2005 d'Alain Finkielkraut, la liste de proscription de Lindenberg²⁷, etc.) Il est d'ailleurs à remarquer à quel point la célébration de certains événements sous-entend de sadisme. Revel, dont le livre est paru, on l'a dit, l'année précédant les commémorations de 1989, note déjà la domination de la scène par les laudateurs univoques d'un événement certes fondateur mais dont les suites furent atroces et menèrent à l'échec (Terreur et génocide vendéen, tyrannie et guerres napoléoniennes, restauration, retard économique, etc.).

Les trois derniers chapitres de l'ouvrage s'intéressent respectivement à la presse, aux enseignants, aux intellectuels en général. Des premiers est souligné le pouvoir arbitraire qu'ils exigent de détenir sans contrainte et sans contrôle : alors que les autres pouvoirs et toutes les professions sont – légitimement – soumis par eux à la critique, eux-mêmes doivent en être dispensés sous prétexte d'indépendance, de « liberté de la presse » et de l'idée que l'information neutre n'existe pas. Par conséquent, les journalistes seraient fondés à confondre « fonction d'opinion et fonction d'information », à refuser au public des informations exactes, et tout bonnement à donner l'image qui leur convient de la réalité. La solidarité professionnelle qu'ils montrent dans la revendication de ces droits exorbitants s'est manifestée récemment à l'occasion du procès en appel d'Enderlin et France 2 contre Karsenty : alors que la victoire des premiers en première instance avait reçu une large diffusion, leur retentissant échec en appel fit l'objet d'un silence assourdissant ou d'un travestissement.²⁸

Comme le rappelait Etienne Benda, qui s'en expliqua longuement, le clerc trahit quand, au lieu de dire toute la vérité, sans souci des conséquences, il transige avec le temporel et, dans l'intérêt de la stratégie ou de la tactique, milite. J.F. Revel a intitulé « La trahison des profs » le chapitre sur les enseignants, dans lequel il dénonce « la conquête de l'école par la gauche (marxiste et non pas libérale)... dans toute l'Europe ». (Bien entendu, cette emprise, qui entraînait du temps de Revel un parti-pris et des mensonges flagrants pro-soviétiques s'accompagne aujourd'hui d'un parti pris constant anti-israélien dans l'enseignement – y compris en dehors du champ historique – les livres scolaires et les revues destinées aux élèves. D'une manière plus générale, la mainmise sur l'école publique est aujourd'hui le fait non plus seulement d'une gauche

marxiste, mais d'une ouverture « de gauche » au communautarisme notamment musulman, y compris dans ses aspects les plus intégristes.)²⁹

Revel poursuit : « Les tout petits enfants bénéficient également de la vigilance anti-capitaliste du corps enseignant » La proposition récente de rendre l'école obligatoire dès trois ans³⁰ semble avoir été émise plus pour des raisons idéologiques qu'en ayant considéré l'intérêt psychologique des enfants.

« Echec de la culture », tel est le titre pessimiste que Revel donne au chapitre final : « Lorsqu'on se demande comment et pourquoi une civilisation née de la connaissance et qui en dépend semble s'acharner à la combattre ou à s'abstenir de s'en servir, on est en bonne logique amené à réfléchir tout particulièrement au rôle des intellectuels dans cette civilisation ». Le grand principe, dénoncé par Revel, reste le suivant : ce qui importe n'est pas de savoir si une allégation est vraie ou fausse, mais qui est elle est susceptible de servir ou de desservir. Il serait oiseux de reprendre l'actualité, hélas, de la manière par laquelle les intellectuels d'aujourd'hui, comme ceux d'hier³¹, usent des moyens les plus retors, des arguments les plus artificieux, pour saper la société libérale et démocratique qui leur laisse la liberté de penser, quittes parfois, à faciliter, consciemment ou non, « idiots utiles », la promotion de régimes dont le premier soin sera de les mettre au pas, si ce n'est de les exécuter purement et simplement. Car la liberté de penser est au fond méprisée par nombre d'entre eux – preuve en est leur propension, comme il a été dit, à en faire la police. En revanche le refus par les intellectuels de leur responsabilité dans les conséquences de leurs dires et actes constitue une sorte d'acquis syndical – d'où le déchaînement que mentionne Revel contre le livre de Victor Farias, *Heidegger et le nazisme*.³²

Quoi qu'il en soit, au niveau français comme au niveau international : la pulsion de mort continue à caractériser, comme l'écrit Revel (p 180), « une civilisation entière souscrivant aux constructions intellectuelles qui visent à justifier sa destruction ». En effet, les « faux-semblants humanistes » dénoncés notamment par Ivan Rioufol sont, contrairement aux apparences, chargés d'agressivité : une agressivité détournée des véritables ennemis de notre civilisation et retournée à son encontre, de manière mortifère, par les « faux-gentils », selon la percutante expression de cet auteur³³.

Notre civilisation est la civilisation qui, par excellence, a promu les valeurs de démocratie, de liberté individuelle et d'égalité fondamentale des humains. Est-ce une faiblesse que de croire que ces « valeurs » ont... une valeur universelle ? D'autres écrits, ici ou ailleurs, explorent cette question. Mais un autre problème serait de savoir si, inévitable entropie, la course à l'auto-destruction doit accompagner obligatoirement les plus belles avancées de la culture et du progrès ?

Un pamphlet ? Mais un pamphlet si documenté, si étayé de preuves, qu'il est une véritable démonstration qui reste aujourd'hui de la plus grande actualité. Mais comme l'on dit « il n'est pire sourd... »

notes

1. Sigmund Freud (1938), *Abrégé de Psychanalyse*, (trad. A. Berman), Paris, P.U.F., 1949.
2. Octave Mannoni (1969) a proposé une formule devenue célèbre pour caractériser cette attitude psychique : « Je sais bien, mais quand même... » *Clefs pour l'imaginaire ou l'Autre Scène*, Paris, Seuil,
3. Comme si approuver des menaces terroristes sous prétexte d'« insulte » à l'Islam ou à Mahomet, ou approuver des attentats-suicides était équivalent à croire à la création du monde en sept jours ou à suivre strictement les préceptes de l'orthodoxie juive, voire ne pas tolérer, dans des quartiers habités par des personnes suivant ces préceptes, la circulation automobile le Chabbat ou le port par les femmes d'accoutrements ressentis par eux comme provocants.
4. Symptomatique est le fait que dans l'Encyclopédia Universalis (DVD ROM, 2007, XII^e édition), un des parangons du « politiquement correct » français, l'entrée « intégrisme » soit tout entière consacrée à un historique très détaillé de l'intégrisme catholique, sans aucune allusion à aucun autre « intégrisme », notamment musulman.
5. Il faut en tout cas citer le poète unanimement célébré, Mahmud Darwish, récemment décédé, qui recommandait aux Juifs, lorsqu'ils quitteraient le pays, d'« emporter avec vous les ossements de vos morts » (les ossements juifs étant de toute évidence une souillure pour la conscience nationale palestinienne).
6. Sylvain Gouguenheim (2008), *Aristote au Mont Saint-Michel*, Paris, Le Seuil.
7. Voir par exemple à ce sujet l'interview de Sylvain Gouguenheim par Pascal Ceaux et Christian Makarian : « Que devons-nous aux philosophes arabes ? » pp 56-58 dans le dossier de *L'Express* (N° 2971, 12-18 juin 2008) : « Islam – Les vérités qui dérangent ».
8. Une nouvelle « Affaire des caricatures » a éclaté, cette fois aux Pays-Bas : le dessinateur Gregorius Nekschot a été arrêté pour avoir publié sur son site internet des caricatures considérée comme hostiles à l'Islam. Dans ce pays européen considéré jusqu'à présent comme le parangon de la liberté d'expression, c'est donc la police qui se charge à présent de faire le travail de la censure islamiste. (Cf Wall Street Journal, 12/7/2008)
9. Voir : <http://www.debriefing.org/21145.html> et ProChoixNews sur Internet.
10. Voir Gachnochi G., « De l'antisémitisme traditionnel à l'islamo-gauchisme : facteurs inconscients du passage », pp 21-33 in : « Psychanalyse de l'antisémitisme contemporain », (sous la direction de S. Trigano), *Pardès*, N° 37, 2004, Paris, In Press Editions.

11. On sait le scandale déclenché par la publication des ouvrages de la résistante au régime fasciste Oriana Fallaci, en Italie mais aussi bien entendu en France, où elle fut poursuivie et acquittée (voir *La rage et l'orgueil*, Plon, 2002, et *La force de la raison*, Plon, 2004). Elle osait dénoncer l'emprise islamiste s'étendant sur l'Europe... Menacée bien entendu de mort, elle fut traitée de raciste, de xénophobe, et autres insultes, mais il va de soi que ses arguments ne furent jamais discutés.

12. Voir Jean Sévilla (2000), *Le terrorisme intellectuel de 1945 à nos jours*, Paris, Perrin.

13. Ainsi que le notait déjà Jacques Ellul, in *Exégèse des nouveaux lieux communs* (1966), Paris, Calmann-Lévy, (p. 175), la déclaration de Pompidou, à propos de la préparation du V^e plan : « La planification assure la liberté de chacun » ne fait que répéter « le lieu commun de toute la gauche. Quel besoin a-t-on de mêler à tout cela la liberté ? »

14. Cf. Encyclopédie Wikipédia, article « politiquement correct ». Pour ma part, j'ai évoqué les implications cliniques de l'emprise du « Polcor » dans une communication : « L'emprise du politiquement correct » à la XIV^{ème} Journée Scientifique de l'Association Clermontoise de Recherche d'Enseignement et de formation en Psychiatrie et Psychologie, 17 mars 2005. Résumé in : Actes de la journée, p. 16.

15. C'est moins de l'Europe elle-même que de ses plus graves problèmes que la Turquie a toujours fait partie, à moins de considérer que mettre des pays à feu et à sang, réduire des populations en esclavage ou à l'état de dhimmis, bref terroriser un continent entier a pour conséquence d'intégrer à la culture de ce continent les auteurs de ces faits d'armes. Mais alors pourquoi tant de remords devant le colonialisme européen ? (Cf. la polémique ayant, bien entendu, amené au retrait de l'article 4 de la Loi du 23 février 2005 sur les « apports positifs de la présence française outre-mer. »

16. a) Olivier Pétré-Grenouilleau (2004) : *Les traites négrières. Essai d'histoire globale, Un tabou bien gardé*. Paris, Gallimard. b) Malek Chebel, (2007) *L'esclavage en terre d'islam*, Paris, Fayard. c) Tidiane N'Diaye (2008), *Le Génocide voilé*, Paris, Gallimard.

17. Les intellectuels français de tous bords, juifs ou non et éventuellement favorables à Israël mais d'autant plus soucieux de se faire pardonner en trouvant une cause musulmane à embrasser, se sont massivement faits instrumentaliser par les musulmans, bosniaques notamment, en route, après les massacres de Serbes et de Juifs qu'aux côtés des Croates et des Nazis ils pratiquèrent largement pendant la seconde guerre mondiale, pour de nouvelles conquêtes. On tenait par conséquent à ignorer La *Déclaration islamique* d'Izetbegovitch (pour un Etat musulman unique, du Maroc à l'Indonésie ; et aussi : « L'Islam est le point de départ, le panislamisme la suite » etc...). Il suffisait pour cela, comme avec Yasser Arafat, de ne tenir compte que des propos qu'il tenait face aux diplomates occidentaux, prônant une Bosnie multi ethnique, tandis que face à ses coreligionnaires, il militait pour un pays confessionnel (cf. Christophe Chiclet, article « Izetbegovic » in *Encyclopædia Universalis*). Ils ne faisaient ainsi qu'emboîter le pas aux Etats-Unis de Bush père et de Clinton, eux aussi très désireux de se faire bien voir du « monde arabo-musulman » Ce n'est pas la France de Chirac ou l'Europe, dont on sait de quelle manière évolue sa population et qui est de plus en plus soumise aux pressions de ce même monde, qui auraient pu prendre le parti des Serbes.

Moyennant quoi, après avoir écrasé la Serbie de bombes pour le compte de l'Islam en marche, le monde occidental assiste sans grand émoi à la liquidation par les musulmans, de la présence serbe au Kosovo, pays dont la population était encore en majorité serbe dans la seconde moitié du XIX^e siècle (cf. par exemple histoirepostale.net)

18. Le problème est envisagé, dans un équilibre plein à la fois d'humanisme et de bon sens, par la Thora et les Sages du Talmud. L'obligation du rachat des prisonniers découle de Lévitique 19,16 (« Tu n'exigeras pas le sang de ton prochain ») mais aussi du Choulhan Aroukh (guide des prescriptions religieuses) notamment. En même temps, cette obligation ne peut amener à mettre en danger la sécurité d'autres personnes. Un équilibre du même type a été recherché dans l'Israël moderne, jusqu'à ce que cédant à l'Opinion publique et à une fuite en avant inconsidérée, l'un des actes d'Olmert en fin de parcours de premier ministre fut d'accepter la remise en liberté, en l'échange de cadavres, d'un personnage non seulement « ayant du sang sur les mains » mais massacreur délibéré d'une petite fille de quatre ans. (Voir pour de plus amples précisions « Captifs, ranson des... » in : *Dictionnaire Encyclopédique du Judaïsme*, (1996), (sous la direction de Geoffrey Wigoder et Sylvie Anne Goldberg) Paris, Cerf/Robert Laffont, (Coll. Bouquins).

19. Marc-Alain Ouaknin (1992), *Méditations érotiques, Essai sur Emmanuel Lévinas*, Paris, Balland.

20. Loc. cit.

21. Josep Gabel : Article « Idéologie » in *Encyclopædia Universalis*.

22. L'Islam est globalement classé parmi les « pauvres » en dépit du fait que les plus grandes fortunes sont accumulées par les Etats et les puissants d'Arabie saoudite et des pays du Golfe. Comme l'on sait ces fortunes d'origine pétrolière, investies par l'intermédiaire des « fonds souverains » sont constituées notamment par la hausse des prix du pétrole aux dépens des masses les plus pauvres ainsi réduites à l'état de famine, servent à s'emparer progressivement de la richesse mondiale. Ce colonialisme économique patent n'est nullement dénoncé par la « gauche ».

23. Voir : Raphaël Lellouche, « Ce que chuchote Alain Badiou. Une évolution de l'extrême gauche contemporaine », *Controverses*, N° 7, février 2008, 247-270.

24. Voir « Les Alterjuifs », dossier in *Controverses* N° 4, février 2007.

25. Voir notamment Sidney Touati « Un mythe revisité : l'histoire des Juifs d'Algérie », *Controverses*, N° 8, avril 2008, 208-215.

26. Daniel Lindenberg (2002), *Le rappel à l'ordre, enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Paris, Le Seuil.

27. Rappelons que France 2 avait diffusé le 30 septembre 2000 un « reportage », dont Charles Enderlin avait pris la responsabilité mais en fait effectué par Talal Abu Ramah, correspondant de France 2 à Gaza et, ce qui n'étonnera personne, militant actif de la « cause palestinienne ». La bande-son attribuait à des tirs israéliens la responsabilité de la mort d'un enfant, Mohammed Al Dura. Les images firent le tour du monde, eurent un rôle capital dans le développement de la seconde Intifada et servirent de prétexte à des atrocités commises par des Islamistes, entre autres l'assassinat de Daniel Pearl en février 2002. Rapidement des doutes s'étaient élevés et allèrent croissant concernant aussi bien la réalité de la mort de l'enfant lors des échanges de tir (notamment

dans un livre du psychanalyste Gérard Huber (2003), *Contre-expertise d'une mise en scène* Paris, Editions Raphaël), que la vraisemblance qu'en tout état de cause il ait pu être atteint par des tirs israéliens. Philippe Karsenty publia le 22/11/2004 un article intitulé *FRANCE 2, Arlette CHABOT et Charles ENDERLIN doivent être démis de leurs fonctions*, et accusant Enderlin de faux reportage et d'imposture. Fait remarquable, France 2 et Enderlin, refusèrent toujours, sous des prétextes divers et variables, en fait avec une arrogance bien caractéristique du pouvoir absolu que s'adjuge la presse en France, de montrer le reste des 27 minutes de rushes en sa possession, rushes d'où avaient été extraites les images du « reportage » en cause ; et cela jusqu'à ce qu'ils y soient contraint par la Cour d'Appel, le tribunal de 1^{ère} instance ayant statué sur la plainte en diffamation de Charles Enderlin n'ayant pas jugé cet examen nécessaire ! Sur ces rushes on pouvait notamment voir « de jeunes Palestiniens mettant à profit la présence de caméras pour jouer des scènes de guerre et de blessures ». Aucun journal français écrit ne fit donc état de ce second jugement, à part *Le Monde* qui, à l'instar de France 2 même, en publia une version à telle point biaisée qu'elle semblait donner sur le fond raison aux plaignants., à l'inverse des attendus très détaillés du jugement (que l'on pourra lire sur <http://www.m-r.fr/actualite.php?id=1513>)

Cependant le Président du CRIF, Richard Prasquier, ayant évoqué l'affaire et demandé la création d'enquête indépendante, la stratégie de l'étouffoir n'était plus possible et l'Observateur contre-attaqua par une pétition, signée de nombreux journalistes, montrant ainsi le cas qu'il faisaient de la vérité quand la solidarité professionnelle est en jeu. « Nous savons qu'Enderlin est inattaquable car "connu pour le sérieux et la rigueur de son travail", par conséquent son reportage l'est aussi, par conséquent il a raison et Karsenty a tort » Voir notamment l'article de Luc Rosenzweig sur <http://www.debriefing.org/26476.html>

28. Voir notamment, *Les territoires perdus de la République*, (2002) sous la direction d'Emmanuel Brenner, Paris, Mille et Une Nuits ; Barbara Lefebvre et Eve Bonnivard, *Elèves sous influence*, (2005), Paris, Audibert ; Barbara Lefebvre, « Enseigner l'histoire ou les mémoires ? » *Controverses*, N° 2, juin 2006, 54-66.

29. 23^e des Cent propositions de Ségolène Royal pour les élections présidentielles de 2007.

30. Souvenons-nous de la surdi-cécité volontaire de la grande majorité de l'intelligentsia française lorsqu'Orwell, avec *1984* puis *La Ferme des Animaux* et plus tard Hanna Arendt avec *Les Origines du totalitarisme* dénonçaient le régime stalinien. Ils étaient eux-mêmes mis en accusation, taxés de propagande pro-américaine, de même que les témoignages directs des rescapés du stalinisme comme Kravtchenko, auteur de *J'ai choisi la liberté*, ou Margrete Buber-Neumann, livrée par Staline à Hitler, leur valurent d'être couverts d'insultes. Sartre pour sa part écrivait la pièce *Nekrassov* pour continuer à diffamer Kravtchenko.

31. Nombre d'entre eux – pas tous heureusement, Revel en était la preuve. Mais les intellectuels peuvent se tromper de bonne foi aussi, surtout lorsqu'ils parlent de ce qu'ils ne connaissent pas : Lorsque Revel dénonçait la « réaction furibonde et dogmatique des idéologues de l'antipsychiatrie aux découvertes sur l'origine organique de la schizophrénie », il oubliait que ce n'est pas seulement les antipsychiatres qui se montrèrent sceptiques devant ces « découvertes » mais- et ce jusqu'à

aujourd'hui - la plupart des psychiatres d'orientation psychanalytique –sans aucun rapport avec l'antipsychiatrie. Ce scepticisme n'est le plus souvent pas de principe, car les psychanalystes sérieux ne prétendent pas détenir une vérité exhaustive sur la schizophrénie. Mais le fait est que depuis des décennies les « preuves » de l'origine organique de la schizophrénie restent toujours sous forme de « recherches très prometteuses » ...

32. Paris, Verdier, 1987.

33. Ivan Rioufol, *La République des faux-gentils*, Paris, Editions du Rocher, 2004.